

DANS quelques jours près de 300.000 étudiants vont rentrer dans leurs facultés. Une question se pose, le mouvement étudiant arrivera-t-il cette année à dépasser la confusion dans laquelle il se débat depuis la fin de guerre d'Algérie ? A cette époque les étudiants, devant la carence du mouvement ouvrier étaient apparus comme une force d'avant-garde. L'UNEF forte de ses 80.000 adhérents représentait une véritable organisation de combat reflétant les aspirations anticolonialistes et antifascistes d'un grand nombre d'étudiants.

La guerre terminée, les organisations étudiantes se trouvaient confrontées avec des problèmes qui les plongèrent dans un grand désarroi. Sur le plan politique, aucune lutte ne pouvait plus avoir le caractère mobilisateur et relativement simple de celle contre le péril fasciste. Le syndicat se trouvait alors impuissant, d'autant plus que par la nécessité de la conjoncture, il avait un peu laissé tomber les revendications purement universitaires. Plusieurs dirigeants s'inquiétèrent de cette démobilité qu'ils n'analysaient pas ; ils tentèrent alors par le biais d'une théorisation confuse de trouver les bases d'une repolitisation du milieu, mais dans une situation qui avait changé.

Ce fut le début d'analyse sur les nouvelles contradictions du milieu étudiant dans la société capitaliste où le terme d'aliénation revenait sans cesse à la place de celui de mystification. De par ses contradictions, ce milieu devenait « potentiellement révolutionnaire », certains poussèrent le raisonnement à l'extrême et découvrirent l'existence d'une plus-value dans le travail étudiant. Toutes ces démarches destinées à relancer ce qui coûtait le mouvement aboutirent chez des éléments de gauche à la conception « d'un syndicalisme révolutionnaire étudiant » et chez les « droitières » à donner au milieu un rôle analogue à celui de la classe ouvrière dans la perspective « italienne » du « nouveau bloc historique ».

L'UNEF, dès lors, engageant la lutte sur les notions de « travail étudiant », ce fut la constitution des « Groupes de Travail Universitaires » où certains voyaient déjà un embryon de double pouvoir. Comme en milieu ouvrier, on lançait une grève générale de 8 jours qui bien sûr n'aboutit à rien. Par contre la masse des étudiants insensible à ces approfondissements théoriques se séparait de ses dirigeants, transformant en grève classique la grève de 8 jours que l'on envisageait avec « occupation des locaux et débats entre assistants et assistés » sur la nature des études. C'est dans cette situation qu'est apparue la réforme Fouchet que seuls les dirigeants étudiants avaient prévus.

En supprimant la Propédeutique et en instituant l'organisation de cycles

LUTTES REVENDICATIVES ET OPTIONS POLITIQUES DU MOUVEMENT ETUDIANT

courts (licence en 2 ans pour une catégorie d'étudiants) le gouvernement s'efforce d'adapter l'Université aux besoins immédiats du néo-capitalisme. Cette exigence d'une formation accélérée de cadres aux rabais, certaines entreprises capitalistes y avaient déjà répondu par le biais d'écoles d'où sortaient des « ingénieurs maisons », souvent, du reste, grâce aux crédits et aux locaux (la Sorbonne) offerts par le pouvoir. En outre, en refusant de revaloriser la fonction enseignante et en fermant de plus en plus la porte aux grands concours, le pouvoir légalise la carence actuelle de professeurs qualifiés dans le secondaire. Enfin le taux dérisoire des bourses créera une nouvelle forme de ségrégation sociale en incitant par nécessité les quelques rares fils d'ouvriers parvenus dans le Supérieur à choisir d'emblée le cycle court. Sur la façon d'engager le débat contre ce plan, un clivage tout à fait nouveau vient d'apparaître entre 2 motions, lors de la dernière Assemblée Générale de l'UNEF. Pour bien comprendre notre position à son égard il nous semble nécessaire de préciser certains points.

Nul ne peut nier l'évolution à gauche intervenue dans les milieux intellectuels depuis la dernière guerre.

Pour les étudiants, qui se trouvent dans une fonction transitoire où ils ne font qu'apprendre, les problèmes du devenir influent considérablement sur leur mentalité. Les étudiants en lettres où les perspectives sont les plus bouchées, constituent un milieu plus progressiste qu'ailleurs. Mais d'une façon générale l'évolution des étudiants nous semble, en dernière analyse, le reflet chez les intellectuels des progrès de la révolution à l'échelle mondiale et de la force croissante du marxisme avec en outre le fait qu'aujourd'hui on trouve parmi les « intellectuels » de plus en plus salariés. Cependant à ce niveau, la prise de conscience et l'influence de cette force ne suffisent pas à rendre le milieu révolutionnaire en tant que tel, du seul fait qu'il ne vit pas la contradiction fondamentale de la société : capital-travail.

Le passage de positions progressistes, anticolonialistes, voire antigaulistes à une position révolutionnaire nécessite une série d'acquisitions théo-

riques faisant sortir l'étudiant de son milieu pour le conduire à une compréhension globale des contradictions de la société et, en particulier, de la compréhension que sa propre désaliénation passe d'abord par celle de la classe ouvrière. C'est ici qu'intervient la seule organisation capable de faire cette liaison, l'organisation communiste. Mais c'est ici, aussi, qu'apparaît le rôle spécifique du syndicat chargé de défendre les intérêts de la grande masse des étudiants, l'avant-garde se servant de cette prise de conscience élémentaire pour la faire déboucher pour une partie d'entre-eux, la plus lucide, sur une compréhension globale.

Par intérêts de la grande masse nous entendons, la lutte pour les locaux, le budget, le manque de professeurs, revendications évidentes mais aussi la réforme de l'enseignement ou l'allocation d'étude pour tous, seule façon de rendre l'étudiant libre de toute dépendance financière. Ceci dit, les revendications immédiates sont indispensables pour faire déboucher la lutte sur le plan politique, mais il est erroné de ne mettre en avant qu'une option limitée. Les militants du P.C.F. en restent toujours, quant à eux, à la lutte revendicative et refusent de déboucher sur le plan politique, ne trouvant jamais la situation (qu'ils ne préparent pas) assez mûre. Nous pensons, pour notre part, que la lutte revendicative est certes indispensable, mais qu'elle doit s'accompagner de la part de l'UEC d'un programme politique de transition qu'il s'agira de faire passer dans les faits à travers une lutte qui doit être engagée dans un contexte politique clair pour pouvoir élever sans cesse le niveau de conscience.

Ainsi la motion défendue par la FGEL lors de la dernière Assemblée Générale de l'UNEF nous semble très positive : « La lutte du mouvement pour des réformes de structure de l'Université doit être sous-tendue de façon permanente par le déroulement d'actions universitaires de base ». Cette conception stratégique de luttes transitoires correspond à notre analyse du milieu étudiant et s'oppose à la conception de la lutte globale contre « l'Université technocratique » par le biais des réformes de structure qui dans le cadre de l'Etat bourgeois ne peut que conduire à une inaction to-

tale qu'implique une perspective en fait réformiste.

Ce nouveau clivage intervenu à l'UNEF aura sans doute, de profondes répercussions à l'UEC. Cette organisation se trouve aujourd'hui dans une situation très complexe, vivant encore sur un passé lointain. Il y a bientôt 3 ans, forte de son expérience de lutte anticolonialiste et antifasciste l'UEC se sentait assez solide pour se démarquer de la direction du PCF contre laquelle elle avait dû lutter pied à pied à cette époque. Au cours du grand débat idéologique qui s'ensuivit différentes tendances apparurent reflétant plus ou moins confusément celles du mouvement ouvrier, mais avec un personnel peu stable qui cherchait sa voie. Après un an de discussion l'organisation commençait à perdre ses nouveaux adhérents et à se replier sur elle-même essayant coûte que coûte de clarifier ses différentes positions avant d'engager toute action. Ce qui, bien sûr se solda par un échec. N'ayant plus aucune réalisation concrète pour démontrer le bien-fondé de sa politique, coupée de l'extérieur, l'organisation s'affaiblit dans un climat où seuls les initiés pouvaient s'y reconnaître. Face, aussi, à une pression extraordinaire de l'appareil du PCF, qui sut parfaitement exploiter ces faiblesses en apparaissant devant les plus jeunes militants comme la seule autorité sérieuse et efficace face aux « idéologues ».

Lors du VII^e Congrès une opposition de gauche avait pu regrouper près de 30 % des voix, mais elle aussi, prisonnière de cet état de fait, ne put parvenir à s'unifier politiquement. Aujourd'hui la situation est quelque peu paradoxale. Une direction droitiste, libérale dirige encore une organisation qui lui est globalement hostile pour des raisons contradictoires et cela grâce, en partie, à l'appareil du PCF. Cette direction a joué un rôle positif lorsqu'il s'agissait d'affirmer la nécessité d'une démocratie intérieure face aux thoreziens, mais à présent le débat prenant une tournure politique plus élevée, cette direction est complètement débordée. Tout en se prétendant volontiers « Italienne », cette équipe n'a pas l'expérience des dirigeants italiens et ne peut atteindre leur niveau d'élaboration politique.

(Suite page 5, 1^{re} colonne).

Au sujet des frontières sino-soviétiques

Les questions suivantes nous ont été posées, par un correspondant.

« Je vous serais infiniment gré si vous pouviez m'indiquer du point de vue de la IV^e Internationale concernant les questions territoriales de la Chine Populaire récemment formulées par Mao-Tse-Tung, à savoir :

- 1) Prévisions territoriales de la Chine Populaire à l'égard de l'Union Soviétique, au premier pays socialiste.
- 2) L'appui de la Chine Populaire aux prétentions du Japon envers l'Union Soviétique, premier pays socialistes (îles Kouriles) ».

Voici la réponse qui fut envoyée à notre correspondant :

Je vous remercie de me fournir l'occasion de traiter de questions sur lesquelles la IV^e Internationale ne s'était pas en-

core publiquement prononcée, parce qu'elle était avant tout préoccupée des questions fondamentales de la politique internationale des partis ouvriers, auxquelles nous donnons la priorité sur les problèmes relatifs aux rapports entre Etats ouvriers. Mais il va de soi que la IV^e Internationale, ainsi que toute organisation ouvrière, doit également avoir une ligne politique sur les questions de rapports entre Etats ouvriers.

Une première considération générale que nous avons formulée, d'abord lors de la rupture entre l'Union soviétique et la Yougoslavie en 1948, puis lors du retrait des techniciens soviétiques envoyés en Chine, reste plus valable que jamais : à savoir que les divergences entre partis dirigeants, même lorsqu'elles conduisent à une scission, ne devraient en aucun cas avoir de sérieuses répercussions entre Etats de même nature sociale.

En ce qui concerne les problèmes territoriaux à présent soulevés, voici les principes en fonction desquels nous déterminons notre position.

Dans la question des Kouriles, Khrouchchev se serait récemment prononcé comme suit, à des interlocuteurs japonais :

« Quant aux îles Kouriles, elles n'ont aucune importance économique pour l'URSS. Elles n'ont qu'une importance militaire. Si les Etats-Unis quittent un jour le Japon et rendent Okinawa, alors nous vous ferons confiance à cent pour cent. » (« Le Monde », 17 septembre 1964).

Si ces propos sont exactement rapportés, Khrouchchev lui-même reconnaît que les Kouriles sont un territoire japonais. Nous ne pouvons en aucun cas retenir l'argument « importance économique » pour justifier l'occupation d'un ter-

ritoire étranger. L'aspect marchandage, fût-ce avec les Etats-Unis, est également inadmissible. Par contre, dans certaines circonstances, nous ne nions pas que le gouvernement soviétique doive tenir compte de considérations stratégiques. Mais, c'est un argument qu'il faut avancer avec beaucoup de circonspection. Il faut notamment savoir si les nécessités stratégiques présentes sont telles qu'elles doivent prendre le pas sur toute autre considération, et notamment sur les répercussions négatives qu'elles ont auprès des masses du pays occupé. En règle générale, il nous paraît que le bénéfice stratégique est petit par rapport aux désavantages politiques qu'il entraîne.

Dans la question des territoires contestés entre deux Etats ouvriers, Union soviétique et Chine, nous ne pouvons prendre comme critères ni un passé plus ou moins lointain ni le fait que l'URSS soit le plus ancien Etat ouvrier, mais seulement la volonté des populations occupant actuellement ces territoires. Le seul critère valable, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est la position traditionnelle des bolcheviks et de la IV^e Internationale. En Octobre 1917, le jeune pouvoir bolchevik reconnut le droit à la Pologne, à la Finlande, à d'autres Etats de se constituer, même sous l'hégémonie de la bourgeoisie. Si l'on objecte que, depuis lors, s'est constituée l'Union soviétique, il y a lieu de rappeler qu'il y eut en 1922 lors de cette constitution des discussions, et que Lénine prit fortement position pour le droit de chaque république soviétique de se séparer de l'Union (voir ses lettres des 30 et 31 décembre 1922 sur la question des nationalités, violemment dirigées contre Staline et la bureaucratie grande-russienne). La plate-

forme de l'Opposition de gauche (Trotsky-Zinoviev) en 1927 défendait également avec vigueur le droit des nationalités au sein de l'Union soviétique. Trotsky se prononça même pour le droit de l'Ukraine à se constituer en République soviétique indépendante.

Nous ignorons quels sont à présent les désirs des populations des territoires visés par la direction chinoise et des territoires réciproquement visés dans les très récentes déclarations de Khrouchchev. Le seul critère valable, je le souligne encore une fois, c'est celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Des problèmes de frontières et d'autres problèmes seront inévitablement laissés en héritage aux Etats ouvriers par le passé ou surgiront au cours de la construction même de la société socialiste. Les Etats ouvriers devraient être amenés à élaborer une sorte de droit international et des institutions indépendantes des appareils d'Etat pour résoudre de tels problèmes en fonction des critères de la démocratie socialiste. Malheureusement ces contradictions sont à présent exacerbées par les bureaucraties dirigeantes. Il nous semble peu probable que les tensions actuelles en matière territoriale entre l'URSS et la Chine dégénèrent en conflit armé, mais les choses se sont déjà envenimées de façon dangereuse.

Nous sommes confiants que, de la crise actuelle du mouvement communiste, celui-ci finira, après des luttes âpres, par se débarrasser du stalinisme et de toutes grossières déformations bureaucratiques, et par suite que les rapports entre Etats ouvriers s'en trouveront assainis. Mais ce dénouement n'est pas encore proche.

Pierre FRANK